

Rapport financier

pour le troisième trimestre clos au 30 septembre 2011

1	RAPPORT D'ACTIVITE DU TROISIEME TRIMESTRE (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES	PAGE 13
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 33

 **LAFARGE**

les matériaux au cœur de la vie™

Le Conseil d'administration de Lafarge, réuni le 3 novembre 2011 sous la présidence de Bruno Lafont, a statué sur les comptes au 30 septembre 2011. L'examen limité des comptes consolidés trimestriels condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour le troisième trimestre clos au 30 septembre 2011.

Le rapport d'activité du troisième trimestre doit être lu en liaison avec les comptes consolidés trimestriels condensés (notamment la note 9 « Opérations avec des parties liées ») et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2010 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 22 mars 2011 sous le numéro D.11-0163. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution nous expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux Facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 2 "facteurs de risques" du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les trois mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Afin de refléter ses intentions et annonces en matière de désinvestissements, les activités de la division Plâtre en Europe, Amérique du Nord, Asie et Amérique Latine sont présentées en « activités abandonnées » dans les états consolidés du Groupe. Conformément aux normes IFRS, la contribution de ces activités au compte de résultat et au tableau des flux de trésorerie consolidés du groupe apparaît dans des lignes spécifiques pour toutes les années présentées. Dans l'état de la situation financière consolidé du groupe, l'actif et le passif de ces activités n'apparaissent sur des lignes séparées qu'au 30 septembre 2011, aucun retraitement n'ayant été effectué pour les périodes antérieures.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation courant les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres », après impôt, et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et branches d'activité, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

1.1. Chiffres clés consolidés

Chiffre d'affaires

(millions d'euros)	9 mois			3e trimestre		
	2011	2010	% Var.	2011	2010	% Var.
<i>Par zone géographique de destination</i>						
Europe occidentale	2 723	2 786	-2 %	885	965	-8 %
Amérique du Nord	2 309	2 361	-2 %	1 073	1 069	-
Moyen-Orient et Afrique	2 909	2 957	-2 %	968	987	-2 %
Europe centrale et de l'Est	910	719	27 %	408	349	17 %
Amérique latine	771	588	31 %	274	235	17 %
Asie	1 849	1 791	3 %	603	556	8 %
<i>Par branche</i>						
Ciment	7 486	7 303	3 %	2 664	2 629	1 %
Granulats et béton	3 921	3 829	2 %	1 525	1 509	1 %
Autres	64	70		22	23	
TOTAL	11 471	11 202	2 %	4 211	4 161	1 %

Résultat d'exploitation courant

(millions d'euros)	9 mois			3e trimestre		
	2011	2010	% Var.	2011	2010	% Var.
<i>Par zone géographique de destination</i>						
Europe occidentale	372	387	-4 %	138	136	1 %
Amérique du Nord	109	129	-16 %	172	181	-5 %
Moyen-Orient et Afrique	635	763	-17 %	214	267	-20 %
Europe centrale et de l'Est	205	182	13 %	127	118	8 %
Amérique latine	155	147	5 %	57	63	-10 %
Asie	165	263	-37 %	42	63	-33 %
<i>Par branche</i>						
Ciment	1 507	1 727	-13 %	616	702	-12 %
Granulats et béton	165	163	1 %	136	140	-3 %
Autres	(31)	(19)		(2)	(14)	
TOTAL	1 641	1 871	-12 %	750	828	-9 %

Autres chiffres clés

(millions d'euros sauf résultat par action)	9 mois			3e trimestre		
	2011	2010	% Var.	2011	2010	% Var.
Part du Groupe	596	765	-22 %	336	372	-10 %
Résultat par action (en euros) ⁽¹⁾	2,08	2,67	-22 %	1,17	1,30	-10 %
Cash flow libre ⁽²⁾	507	935 ⁽³⁾	-46 %	640	452 ⁽³⁾	42 %
Dette nette	14 262	14 660	-3 %			

(1) Le nombre moyen d'actions en circulation s'élevait à 286,1 millions et 286,3 millions sur les neuf premiers mois de 2010 et 2011, respectivement, et à 286,1 millions et 286,8 millions au troisième trimestre 2010 et 2011 respectivement.

(2) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(3) Incluant le versement exceptionnel de 338 millions d'euros au troisième trimestre 2010 au titre d'une amende liée au litige Plâtre

1.2. Analyse des résultats (non audités)

Toutes les données relatives au chiffre d'affaires, aux volumes vendus, ainsi qu'au résultat d'exploitation courant comprennent la contribution au pro rata de nos filiales consolidées par intégration proportionnelle.

Faits marquants du Groupe pour les neuf premiers mois de 2011

- Le chiffre d'affaires est en progression aussi bien sur le trimestre que depuis le début de l'année grâce à la croissance soutenue des volumes dans les marchés émergents.
- A fin septembre 2011, les prix du ciment sont en augmentation par rapport à fin 2010. Toutefois, le niveau moyen des prix du ciment sur les neuf premiers mois de 2011 reste légèrement inférieur à celui de la période comparable en 2010.
- L'inflation des coûts et les variations de change ont pesé sur les résultats. Le Groupe a réalisé 50 millions d'euros de réduction de coûts structurels sur le trimestre, soit 150 millions d'euros sur les neuf premiers mois, en ligne avec son objectif de 200 millions d'euros pour 2011.
- Le Groupe a pris la décision stratégique de céder ses activités Plâtre. Le Groupe a déjà sécurisé plus de 2 milliards d'euros de désinvestissements sur 2011 pour réduire sa dette.
- Le Groupe lance un nouveau programme de réductions des coûts de 500 millions d'euros en 2012 dont la plus grande partie devrait être réalisée l'année prochaine.

Synthèse du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation courant

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant consolidés

Par rapport à 2010, le chiffre d'affaires consolidé s'est inscrit en progression de 2,4 % sur les neuf premiers mois de 2011 à 11 471 millions d'euros, et de 1,2 % à 4 211 millions d'euros au troisième trimestre. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact positif de 1,8 % sur le chiffre d'affaires depuis le début de l'année (0,4 % sur le trimestre), reflétant la consolidation de nos nouvelles activités cimentières au Brésil à partir de juillet 2010, et l'impact de notre nouvelle cimenterie en Syrie. Les effets de change ont été défavorables (-3,3 % depuis le début de l'année et -5,0 % au troisième trimestre), en raison notamment de la dépréciation de la livre égyptienne et de la plupart des devises du Moyen-Orient et d'Afrique, ainsi que de la baisse du dollar US et de la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé a connu une progression de 3,9 % depuis le début de l'année et de 5,8 % au troisième trimestre, soutenu par la forte augmentation des volumes sur la plupart des marchés émergents, tandis que sur les marchés développés, les volumes ont suivi des évolutions contrastées. L'Europe occidentale a bénéficié de volumes en hausse en Europe du Nord, mais a été pénalisée par la détérioration de la conjoncture économique en Grèce et en Espagne. En Amérique du Nord, la reprise économique encore incertaine du secteur de la construction et les fortes précipitations durant l'été ont partiellement absorbé les tendances favorables enregistrées au premier semestre.

Depuis le début de l'année, le résultat d'exploitation courant s'inscrit en baisse de 12 % (-9 % au troisième trimestre). L'effet des variations nettes du périmètre de consolidation a été positif, grâce en partie aux nouvelles capacités de production de ciment et à l'arrêt de l'amortissement des actifs au Royaume-Uni à compter du 1^{er} mars 2011 dans le cadre de leur apport prévu à la joint-venture avec Tarmac UK (36 millions d'euros¹, cf. Note 3.1.2 des comptes consolidés intermédiaires condensés), mais il a été compensé par des effets de change défavorables.

À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant a reculé de 12 % (-7 % au troisième trimestre), l'impact de l'accroissement des volumes et des mesures de maîtrise des coûts n'ayant que partiellement compensé l'incidence de la forte inflation des coûts.

Notre division Ciment affiche des volumes en hausse, avec une forte progression sur la plupart des marchés émergents et des tendances contrastées sur les marchés développés, mais l'augmentation des coûts a pénalisé les résultats. Les prix du ciment sont en légère augmentation par rapport au troisième trimestre de l'année dernière, et en légère baisse sur les neuf premiers mois de l'année.

Notre division Granulats et Béton a bénéficié d'une croissance des volumes en France, au Royaume-Uni, en Europe Centrale et de l'Est et au Canada, tandis que les autres régions affichent des tendances contrastées. La bonne tenue globale des prix ainsi que des mesures énergiques de réduction des coûts ont permis de compenser en partie l'inflation des coûts.

¹ Impact de 22 millions d'euros pour la division Ciment et de 14 millions d'euros pour la division Granulats & Béton

Chiffre d'affaires et résultat d'exploitation courant par secteur d'activité

Le chiffre d'affaires de chaque activité est analysé ci-dessous avant élimination des ventes inter branches.

Ciment

	9 mois				3e trimestre			
	2011	2010	% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants	2011	2010	% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
(millions d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	7 960	7 766	2 %	3 %	2 826	2 803	1 %	5 %
Résultat d'exploitation courant	1 507	1 727	-13 %	-12 %	616	702	-12 %	-9 %

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 2 % sur les neuf premiers mois de l'année 2011, la vigueur observée sur la plupart des marchés émergents à l'exception de l'Égypte étant en partie contrebalancée par des tendances contrastées sur les marchés développés. De fait, la croissance des volumes a été modérée en Europe du Nord et en Amérique du Nord, tandis la Grèce et l'Espagne sont restées confrontées à une conjoncture économique difficile.

Le chiffre d'affaires a bénéficié de nos nouvelles capacités de production en Syrie et au Brésil, mais les variations de change ont eu un impact négatif (-4 % depuis le début de l'année, -5 % sur le chiffre d'affaires du troisième trimestre). À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 3 % sur les neuf premiers mois de 2011 et de 5 % au troisième trimestre.

À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en diminution de 12 % (-9 % au troisième trimestre), la hausse des volumes ayant seulement en partie compensé les effets de l'inflation des coûts et de la baisse des prix moyens par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2010. Toutefois, une légère augmentation des prix au troisième trimestre par rapport à l'année dernière à la même période a pu être observée.

EUROPE OCCIDENTALE

Chiffre d'affaires : **1 415 millions € à fin septembre 2011 (1 466 millions € en 2010)**
470 millions € au troisième trimestre 2011 (498 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **343 millions € à fin septembre 2011 (357 millions € en 2010)**
125 millions € au troisième trimestre 2011 (134 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique a enregistré un recul de 3 % (-4 % au troisième trimestre). Cette région a bénéficié de la bonne orientation des volumes au Royaume-Uni et en France, liée en partie au report sur 2011 de certains travaux du quatrième trimestre de l'an passé du fait de conditions météorologiques défavorables et malgré les perturbations induites par des mouvements sociaux en France en juin. En revanche, l'Espagne et la Grèce restent confrontées à une conjoncture difficile et ces deux pays ont pesé sur le chiffre d'affaires de la région. Le résultat d'exploitation courant a diminué de 10 % sur les neuf premiers mois (14 % au troisième trimestre) sous l'effet combiné de l'inflation des coûts, de la baisse des prix et de l'impact des faibles niveaux d'activité en Grèce et en Espagne, effet en partie annulé par les mesures de maîtrise des coûts et la hausse des ventes de crédits carbone (en hausse de 27 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois de 2010).

AMERIQUE DU NORD

Chiffre d'affaires : **967 millions € à fin septembre 2011 (1 009 millions € en 2010)**
428 millions € au troisième trimestre 2011 (439 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **36 millions € à fin septembre 2011 (66 millions € en 2010)**
67 millions € au troisième trimestre 2011 (81 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires domestique est resté stable par rapport aux neuf premiers mois de 2010 (+3 % au troisième trimestre), la reprise économique encore incertaine dans la région ayant maintenu le marché de la construction à un niveau d'activité bas. Les volumes domestiques sont restés stables depuis le début de l'année (+2 % au troisième trimestre), avec une baisse de 1 % aux États-Unis, et une progression de 4 % au Canada, grâce à différents projets et à un niveau d'activité soutenu du secteur pétrolier. Les prix moyens se sont inscrits en retrait par rapport aux neuf premiers mois de 2010, principalement en raison de baisses survenues au second semestre 2010 aux États-Unis, tandis qu'au Canada, les prix se sont globalement bien maintenus. Malgré les mesures de réduction des coûts, cette baisse des prix, conjuguée à une hausse des coûts variables, s'est traduite par un résultat d'exploitation courant en retrait.

MARCHÉS ÉMERGENTS

Chiffre d'affaires : **5 578 millions € à fin septembre 2011 (5 291 millions € en 2010)**
1 928 millions € au troisième trimestre 2011 (1 866 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : **1 128 millions € à fin septembre 2011 (1 304 millions € en 2010)**
424 millions € au troisième trimestre 2011 (487 millions € en 2010)

Dans la région Moyen-Orient et Afrique, le chiffre d'affaires domestique s'est inscrit en hausse de 3 % à périmètre et taux de change constants (+1 % au troisième trimestre), grâce au dynamisme des marchés dans la plupart des pays de la zone, à l'exception notable de l'Égypte, où nos volumes domestiques se sont inscrits en baisse de 16 % depuis le début de l'année, l'impact de la baisse de la demande dans l'environnement actuel s'étant trouvé amplifié par un environnement concurrentiel difficile. De même, la Jordanie a continué à être pénalisée par les nouvelles capacités, et des mesures significatives de réduction des coûts, comprenant notamment la fermeture temporaire de fours, ont été mises en œuvre.

Partout ailleurs, notre chiffre d'affaires a connu une amélioration sensible. En Algérie, nous avons augmenté nos niveaux de production et nos volumes domestiques ont crû de 20 % depuis le début de l'année. Au Nigeria, nos volumes domestiques se sont inscrits en hausse de 29 % depuis le début de l'année grâce à la bonne orientation du marché et à la mise en service de notre nouvelle ligne de production en septembre 2011. En Irak, notre chiffre d'affaires domestique s'est amélioré de 5 % depuis le début de l'année, avec un ralentissement du marché au troisième trimestre dû à des températures très élevées, tandis qu'en Afrique du Sud, nos ventes domestiques se sont inscrites en hausse de 5 %, grâce notamment à la bonne orientation des prix. Par ailleurs, la nouvelle ligne de production mise en route l'année dernière en Ouganda et notre nouvelle usine en Syrie nous ont permis de mieux capter les opportunités de croissance sur ces marchés.

Les prix sont en augmentation par rapport à la fin de l'année 2010, mais restent inférieurs aux niveaux moyens des neuf premiers mois de 2010. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 8 % depuis le début de l'année, et de 12 % au troisième trimestre, ce qui reflète à la fois la situation particulière de l'Égypte et l'inflation des coûts. Le résultat d'exploitation courant a également été pénalisé par la dépréciation de la livre égyptienne et de la plupart des autres devises de cette région.

En Europe centrale et de l'Est, le chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants a progressé de 19 % (16 % au troisième trimestre), soutenu par une forte augmentation des volumes sur la plupart des marchés. En Pologne, les volumes domestiques ont bondi de 24 % depuis le début de l'année, soutenus par les aides au financement de projets d'infrastructures octroyés par l'Union européenne et par un déficit structurel de logements. En Russie, les volumes domestiques ont augmenté de 9 % grâce à l'amélioration de la conjoncture économique et aux dépenses de construction préélectorales. La Roumanie a enregistré une hausse de 3 % du chiffre d'affaires domestique. Les prix se sont globalement améliorés, notamment en Russie. Le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en hausse de 12 % à périmètre et taux de change constants (+14 % au troisième trimestre), la hausse des volumes et des prix ayant largement compensé l'inflation des coûts. Les ventes de crédits carbone sont restées globalement stables depuis le début de l'année.

En Amérique latine, la bonne orientation des marchés et des prix s'est traduite par une hausse de 10 % du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants (8 % au troisième trimestre). Cette région a une fois encore profité de la contribution de nos nouvelles activités dans le nord-est du Brésil, même si les problèmes de production rencontrés sur une usine n'ont pas permis d'atteindre pleinement la contribution additionnelle attendue de ces actifs. À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant s'est inscrit en baisse de 5 % depuis le début de l'année et sur le trimestre, la hausse du chiffre d'affaires et les mesures de réduction des coûts n'ayant pas permis de compenser totalement la forte hausse des coûts variables.

En Asie, les ventes se sont inscrites en progression de 5 % (+11 % au troisième trimestre) à périmètre et taux de change constants, tandis que le résultat d'exploitation courant a baissé de 35 % (-26 % au troisième trimestre) sous l'effet de l'inflation des coûts, notamment du coût des combustibles, amplifié par la baisse des prix. Malgré la baisse des prix moyens par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2010, les prix de la période sont restés stables par rapport au quatrième trimestre 2010, et l'effet saisonnier lié aux moussons a été moins marqué que l'année dernière.

En Chine, nos volumes domestiques se sont inscrits en hausse de 23 % depuis le début de l'année grâce à la demande soutenue et à la stabilisation de nos nouvelles usines mises en service à la fin 2010, et ont absorbé en totalité l'effet de la hausse du coût du charbon. Les prix sont en progression par rapport aux niveaux de prix observés en fin d'année 2010. La Malaisie a bénéficié du dynamisme du marché, avec une hausse des ventes compensant pratiquement la forte augmentation des coûts de production. Aux Philippines, la demande a été pénalisée par le report de projets publics majeurs d'infrastructure et par le passage de deux forts typhons en septembre ; cette baisse de la demande conjuguée à la mise en place de nouvelles capacités cimentières a pesé sur les prix. En Inde, nos volumes domestiques ont progressé de 3 % sur les neuf premiers mois, avec une croissance quelque peu modérée du marché dans nos régions, du fait d'un ralentissement des dépenses publiques ; les résultats Inde ont été pénalisés par la forte augmentation des coûts de production et par la baisse des prix. En Corée du Sud, la progression des volumes, les hausses de prix et les mesures de réduction des coûts ont entièrement neutralisé les effets de la hausse des coûts des combustibles.

Granulats et Béton

	9 mois				3e trimestre			
	2011	2010	% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants	2011	2010	% Variation	% Variation à périmètre et taux de change constants
(millions d'euros) Chiffre d'affaires avant élimination des ventes inter branches	3 929	3 833	3 %	5 %	1 528	1 512	1 %	6 %
Résultat d'exploitation courant	165	163	1 %	-6 %	136	140	-3 %	-4 %

À périmètre et taux de change constants, la branche Granulats et Béton a enregistré un chiffre d'affaires en hausse de 5 % depuis le début de l'année, avec des volumes en progression en France, au Royaume-Uni, en Europe Centrale et de l'Est et au Canada, tandis que les autres pays ont suivi des tendances contrastées. Globalement, les prix ont été bien orientés dans la plupart de nos régions et de nos activités.

À périmètre et taux de change constants, le résultat d'exploitation courant a diminué de 6 % depuis le début de l'année (-4 % au troisième trimestre), l'impact de la hausse des prix n'ayant pas suffi à compenser totalement l'inflation des coûts. En particulier, la hausse des prix du carburant a fortement renchéri les coûts de distribution.

GRANULATS ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : *1 972 millions € à fin septembre 2011 (1 887 millions € en 2010)
843 millions € au troisième trimestre 2011 (807 millions € en 2010)*

Résultat d'exploitation courant : *137 millions € à fin septembre 2011 (128 millions € en 2010)
115 millions € au troisième trimestre 2011 (113 millions € en 2010)*

À périmètre et taux de change constants, les ventes de granulats purs se sont inscrites en hausse de 6 % sur les neuf premiers mois de l'année, grâce à la bonne orientation des prix et malgré le ralentissement des volumes au troisième trimestre sur la plupart des marchés, à l'exception notable de l'Ouest du Canada et de la Pologne qui sont restés vigoureux. Le Groupe a de nouveau mis en œuvre d'importantes mesures de réduction des coûts dans toutes les régions, ce qui a limité l'impact des hausses des coûts de transport.

En Europe occidentale, la hausse des volumes en France et dans une moindre mesure au Royaume-Uni a en partie compensé les effets de l'augmentation des coûts ainsi que l'impact des mesures de réduction budgétaire et de la baisse d'activité sur le marché privé de la construction en Grèce et en Espagne.

En Amérique du Nord, alors que les volumes sont restés bien orientés dans l'Ouest du Canada, ils ont globalement baissé sur la région de 2 % sur les neuf premiers mois de l'année en raison de la baisse de la demande sur les marchés de la construction et des fortes précipitations durant l'été aux États-Unis, tandis que les augmentations de prix et les mesures de réduction des coûts ont pratiquement permis d'annuler l'impact de la hausse des coûts.

Dans les autres régions, des améliorations ont été observées en Europe Centrale et de l'Est, notamment en Pologne, tandis que les tendances ont été contrastées sur les autres marchés, avec en particulier des baisses enregistrées en Afrique du Sud et en Égypte.

BETON ET AUTRES PRODUITS ASSOCIES

Chiffre d'affaires : *2 244 millions € à fin septembre 2011 (2 222 millions € en 2010)*
794 millions € au troisième trimestre 2011 (811 millions € en 2010)

Résultat d'exploitation courant : *28 millions € à fin septembre 2011 (35 millions € en 2010)*
21 millions € au troisième trimestre 2011 (27 millions € en 2010)

À périmètre et taux de change constants, les ventes de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en progression de 3 % sur les neuf premiers mois de l'année (+4 % au troisième trimestre), sous l'effet conjugué de hausses de prix significatives et de l'amélioration des volumes sur des marchés clés comme la France, l'Amérique du Nord ou l'Inde, tandis que les autres pays ont enregistré des tendances contrastées. Les mesures de réduction des coûts et les ventes de nos produits à valeur ajoutée ont contribué positivement à nos résultats, mais les hausses de prix n'ayant que partiellement compensé l'inflation des coûts, le résultat d'exploitation courant est en baisse.

En Europe occidentale, les résultats se sont inscrits en forte amélioration sous l'effet conjugué de l'accroissement des volumes en France, des mesures de réduction des coûts et des hausses de prix visant à compenser l'inflation des coûts.

En Amérique du Nord, la maîtrise des coûts et l'amélioration des volumes ont entièrement compensé l'inflation des coûts, la légère baisse des prix et un mix produits défavorable.

Dans les autres régions, les tendances ont été contrastées, l'Inde et la Pologne bénéficiant des volumes en croissance, mais les résultats ont été pénalisés par le ralentissement du marché sud-africain et des projets d'infrastructure en Égypte et par l'inflation des coûts.

Autres rubriques du compte de résultat consolidé

Autres éléments du résultat d'exploitation **-90 millions € au 30 septembre 2011 (-141 millions € en 2010)**
-42 millions € au troisième trimestre 2011 (-32 millions € en 2010)

Les autres éléments du résultat d'exploitation comprennent principalement l'impact des cessions, des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Sur les neuf premiers mois de 2011, les plus-values nettes de cession se sont élevées à 26 millions d'euros contre 50 millions d'euros en 2010, et incluent principalement la plus value sur la cession de l'activité Granulats et Béton au Portugal. Les autres charges d'exploitation s'établissent à 116 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011 contre 191 millions d'euros en 2010 et comprennent principalement des charges de restructuration, des frais sur les cessions en cours et l'amortissement accéléré de certains actifs en Europe de l'Ouest. Sur les neuf premiers mois de 2010, le groupe avait comptabilisé des charges liées à la fermeture et à la dépréciation d'une usine de papier en Suède, la dépréciation d'actifs en Europe occidentale et en Corée du Sud en raison de l'impact de l'environnement économique, ainsi que des coûts de restructuration dans différents pays.

Charges financières nettes **649 millions € à fin septembre 2011 (491 millions € en 2010)**
246 millions € au troisième trimestre 2011 (212 millions € en 2010)

La majeure partie des frais financiers nets concerne les charges financières sur l'endettement net qui s'élèvent à 623 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011, contre 574 millions d'euros en 2010, reflétant principalement la hausse des taux d'intérêt. Les décisions de Standard & Poor's et Moody's de réviser à la baisse notre notation de crédit les 17 mars et 8 août 2011 respectivement, ont activé des clauses de « step-up » sur certains de nos emprunts obligataires, entraînant une hausse des taux d'intérêt à payer. L'application de ces clauses de « step-up » renchérit nos charges financières de 21 millions d'euros en 2011 et de 65 millions d'euros en 2012.

Le taux d'intérêt moyen de la dette s'est établi à 5,6 % sur les neuf premiers mois de 2011 contre 5,3 % sur les neuf premiers mois de 2010.

Les variations de change ont entraîné un gain de 26 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011 (perte de 22 millions d'euros en 2010), lié principalement aux prêts et aux dettes libellés dans des devises pour lesquelles il n'existe pas de marché de produits de couverture.

En 2010, les autres résultats financiers comprenaient la plus-value de 161 millions d'euros réalisée sur la cession des titres Cimpor. Hormis cet élément exceptionnel, les autres charges et produits financiers ont légèrement diminué à 52 millions d'euros contre 56 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010 et incluent principalement des commissions bancaires et l'amortissement des frais d'émission.

Impôts **271 millions € au 30 septembre 2011 (272 millions € en 2010)**
167 millions € au troisième trimestre 2011 (126 millions € en 2010)

Le taux effectif d'impôt a atteint 30 % sur les neuf premiers mois de 2011, sous l'effet de l'ajustement rétroactif de la position nette d'impôts différés d'ouverture pour prendre en compte un taux d'imposition entré récemment en vigueur en Égypte. Le taux effectif d'impôt s'élevait à 22 % sur les neuf premiers mois de 2010, en raison de la plus-value sur la cession de Cimpor, qui était non imposable.

Part du résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle **114 millions € au 30 septembre 2011 (204 millions en 2010)**
22 millions € au troisième trimestre 2011 (88 millions € en 2010)

Certaines filiales avec des intérêts minoritaires ont constaté un résultat net en repli sur les neuf premiers mois 2011 par rapport à 2010, sous l'effet conjugué de la baisse des volumes, notamment en Égypte et en Jordanie, et du relèvement du taux d'imposition en Égypte, nécessitant la revalorisation de la position nette d'impôts différés à l'ouverture.

Résultat net des activités poursuivies **621 millions € au 30 septembre 2011 (948 millions € en 2010)**
289 millions € au troisième trimestre 2011 (452 millions € en 2010)

Le résultat net des activités poursuivies a atteint 621 millions d'euros contre 948 millions d'euros en 2010, sous l'effet conjugué de la diminution du résultat d'exploitation courant et d'une plus-value exceptionnelle de 161 millions d'euros liée à la cession des titres Cimpor enregistrée en 2010.

Résultat net des activités abandonnées **89 millions € au 30 septembre 2011 (21 millions € en 2010)**
69 millions € au troisième trimestre 2011 (8 millions € en 2010)

Le résultat net des activités cédées a atteint 89 millions d'euros contre 21 millions d'euros en 2010, grâce notamment à un résultat exceptionnel net de 48 millions d'euros.

Résultat net part du groupe² **596 millions € au 30 septembre 2011 (765 millions € en 2010)**
336 millions € au troisième trimestre 2011 (372 millions € en 2010)

Le résultat net part du groupe a diminué de 169 millions d'euros, ce qui est principalement lié à la baisse du résultat d'exploitation courant. Par ailleurs, les neuf premiers mois de 2011 ont bénéficié d'un résultat exceptionnel de 48 millions d'euros sur les activités abandonnées tandis que les neuf premiers mois de 2010 avaient été soutenus par la plus-value exceptionnelle sur la cession des titres Cimpor pour 161 millions d'euros.

Résultat net par action **2,08 € au 30 septembre 2011 (2,67 € en 2010)**
1,17 € au troisième trimestre 2011 (1,30 € en 2010)

Le résultat par action calculé sur la base du résultat net – de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère est passé de 2,67 € à 2,08 € sur les neuf premiers mois 2011, reflétant la baisse du résultat net part du Groupe, tandis que le nombre de titres moyen est resté stable à 286 millions.

Flux de trésorerie consolidé

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation ont atteint 723 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2011 (1 108 millions d'euros au 30 septembre 2010).

Si l'on exclut le paiement non récurrent d'une amende de 0,3 milliard d'euros liée au litige Plâtre en juillet 2010, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation ont diminué de 0,7 milliard d'euros, reflétant d'une part la baisse de la marge brute d'autofinancement et d'autre part l'évolution de la variation du fonds de roulement strict.

La diminution de la marge brute d'autofinancement provient de la baisse des résultats opérationnels et de l'augmentation des impôts payés, attribuable notamment à l'impact du retrait progressif des exonérations temporaires d'impôt dans certains pays.

Étant donné le niveau déjà très optimisé du besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2010 et l'impact des variations saisonnières sur nos ventes, la variation du fonds de roulement a augmenté de 0,6 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de 2011, contre une hausse de 0,3 milliard d'euros sur les neuf premiers mois de 2010.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ressortent à 601 millions d'euros (931 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010).

Les investissements de maintien se sont élevés à 216 millions d'euros, en hausse de 25 % par rapport au niveau faible de 173 millions d'euros enregistré sur les neuf premiers mois de 2010.

Les investissements de développement interne ont diminué à 546 millions d'euros contre 763 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010. Ces investissements sont liés principalement à de grands projets dans la branche Ciment tels que l'extension de nos capacités dans l'est de l'Inde, en Chine et au Nigeria.

En tenant compte des acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle³, les acquisitions ont eu un impact net de 130 millions d'euros sur notre endettement net, contre 41 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010.

En tenant compte de la dette nette cédée et des cessions d'intérêts sans perte de contrôle, le montant des cessions au 30 septembre 2011, net de frais de cession, a permis de réduire de 364 millions d'euros la dette

² Résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

³ Les acquisitions d'intérêts sans prise de contrôle ont représenté 52 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2011, hors deux options de vente déjà prises en compte dans la dette nette du Groupe et qui ont été exercées sur la période (option de vente de 51 millions d'euros exercée par un tiers au premier trimestre, et option de vente de 111 millions d'euros exercée par un tiers au troisième trimestre).

nette du Groupe (285 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2010). Outre le cash reçu au titre des cessions d'intérêts minoritaires, les cessions se composent essentiellement de la vente de nos activités Granulats et Béton au Portugal, de nos activités Plâtre en Australie, et de la troisième tranche de la cession de nos activités au Venezuela.

État de la situation financière consolidée

Au 30 septembre 2011, les fonds propres du Groupe s'élevaient à 17 742 millions d'euros (18 224 millions d'euros au 31 décembre 2010) **et l'endettement net à 14 262 millions d'euros** (13 993 millions d'euros au 31 décembre 2010).

La diminution des fonds propres est notamment due à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation des devises dans plusieurs des pays où nous sommes présents par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2010 et le 30 septembre 2011 (impact négatif de 0,8 milliard d'euros sur nos fonds propres).

La grande majorité des cessions sécurisées récemment devant être encaissée sur le quatrième trimestre 2011, l'endettement net a augmenté de 0,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2010. En effet, les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation et aux cessions sur les neuf premiers de 2011 ont été plus que contrebalancés par les investissements industriels et les dividendes versés durant cette même période.

Point d'avancement sur les cessions en cours

Durant la période, Lafarge a poursuivi ses actions de réduction de la dette tout en optimisant son portefeuille d'actifs. A cet égard, quatre cessions ont été annoncées, représentant un total de 1,9 milliard d'euros à encaisser, dont 0,1 milliard d'euros ont été reçus au 30 septembre 2011, la différence étant attendue d'ici la fin de l'année.

Le 12 mai 2011, Lafarge a annoncé la cession de ses activités Ciment et Béton au sud-est des États-Unis au conglomérat colombien Cementos Argos pour une valeur d'entreprise de 760 millions de dollars. La clôture de cette opération est intervenue et les fonds ont été reçus en octobre 2011.

Le 14 juillet 2011, Lafarge a annoncé être entré en négociations exclusives avec le Groupe Etx pour la vente de ses opérations Plâtre en Europe et en Amérique du Sud, pour une valeur d'entreprise de 1 milliard d'euros. Le montant net perçu par Lafarge pour ce désinvestissement s'élèvera à environ 850 millions d'euros ; le Groupe conservera également une participation de 20 % dans la nouvelle entité, qui combinera les actifs Plâtre des deux groupes en Europe et en Amérique du Sud. La clôture de l'accord est prévue pour novembre 2011.

Le 22 juillet 2011, Lafarge a annoncé la vente de ses actifs Plâtre en Australie à Knauf pour une valeur nette de 120 millions d'euros. La clôture de cette opération est intervenue et les fonds ont été reçus en août 2011.

Le 17 août 2011, Lafarge annonce la cession à Boral de sa participation dans LBGA (Lafarge Boral Gypsum Asia), leur joint-venture commune consacrée à l'activité Plâtre en Asie, pour 429 millions d'euros (représentant la valeur de la participation de Lafarge à hauteur de 50% dans la JV). La réalisation définitive de cette opération devrait intervenir avant la fin de l'année.

Par ailleurs, le 12 octobre 2011, Lafarge North America a annoncé un accord d'échange d'actifs avec Martin Marietta portant sur ses activités granulats, béton prêt à l'emploi et asphalte sur les marchés du Colorado (région de Denver) et du Wyoming. Dans le cadre de cet accord, Lafarge recevra de Martin Marietta des carrières et des unités de distribution situées le long du Mississippi ainsi que du cash. La réalisation définitive de cette opération devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Perspectives pour 2011

Le Groupe continue d'anticiper une demande de ciment en hausse et maintient une estimation de croissance de ses marchés comprise entre 2 et 5 % en 2011 par rapport à 2010. Les marchés émergents demeurent le moteur principal de la demande et de la croissance, Lafarge alliant une bonne répartition géographique à des actifs de grande qualité.

Globalement, les prix devraient rester stables ou en légère hausse sur l'année, dans un contexte d'inflation des coûts accrue.

Ce communiqué peut contenir des informations de nature prévisionnelle. Ces informations constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Ces informations sont soumises par nature à des risques et incertitudes, tels que décrits dans le Document de Référence de la Société disponible sur son site Internet (www.lafarge.com). Elles ne reflètent donc pas les performances futures de la Société, qui peuvent en différer sensiblement. La Société ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces informations.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), rubrique Information Réglementée.

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

(millions d'euros, sauf indications contraires)

	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2011	2010*	2011	2010*	2010*
Produits des activités ordinaires	11 471	11 202	4 211	4 161	14 834
Coût des biens vendus	(8 695)	(8 210)	(3 092)	(2 937)	(10 920)
Frais administratifs et commerciaux	(1 135)	(1 121)	(369)	(396)	(1 521)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres	1 641	1 871	750	828	2 393
Plus et (moins) values de cession	26	50	1	4	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(116)	(191)	(43)	(36)	(304)
Résultat d'exploitation	1 551	1 730	708	796	2 134
Charges financières	(809)	(787)	(280)	(245)	(1 055)
Produits financiers	160	296	34	33	343
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(10)	(19)	(6)	(6)	(23)
Résultat avant impôts	892	1 220	456	578	1 399
Impôts	(271)	(272)	(167)	(126)	(305)
Résultat net des activités poursuivies	621	948	289	452	1 094
Résultat net des activités abandonnées	89	21	69	8	20
Résultat net	710	969	358	460	1 114
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	596	765	336	372	827
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	114	204	22	88	287
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
-résultat par action de base	2,08	2,67	1,17	1,30	2,89
-résultat par action dilué	2,08	2,67	1,17	1,30	2,89
Dont activités poursuivies					
-résultat par action de base	1,78	2,60	0,93	1,28	2,83
-résultat par action dilué	1,78	2,60	0,93	1,28	2,83
Nombre moyen d'actions (milliers)	286 345	286 086	286 766	286 086	286 087

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport annuel 2010 et le rapport financier intermédiaire au 30 septembre 2010.

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2011	2010	2011	2010	2010
Résultat net	710	969	358	460	1 114
Actifs financiers disponibles à la vente	-	(138)	-	-	(138)
Couverture des flux de trésorerie	(2)	-	(2)	-	12
Gains et pertes actuariels	(330)	(179)	(331)	(64)	(64)
Ecart de conversion	(808)	816	441	(1 497)	1 175
Impôts sur les autres éléments du résultat global	91	52	97	16	5
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts	(1 049)	551	205	(1 545)	990
Résultat global de la période	(339)	1 520	563	(1 085)	2 104
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(381)	1 241	479	(1 025)	1 712
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	42	279	84	(60)	392

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Actifs financiers disponibles à la vente

En 2010, le gain latent sur les titres Cimentos de Portugal (CIMPOR), d'un montant de 148 millions d'euros, a été transféré au compte de résultat consolidé dans le cadre de la cession de cet actif.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 330 millions d'euros de perte actuarielle sur les 9 premiers mois 2011 en capitaux propres (perte de 240 millions d'euros nette d'impôts), perte liée principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent de l'effet de la différence entre le rendement effectif et le rendement attendu des actifs des régimes et de la baisse des taux d'actualisation des engagements de retraite.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2011 et le 30 septembre 2011 (taux de clôture) comprend 380 millions d'euros au titre de la dépréciation de la livre égyptienne, du real brésilien et du rand sud-africain par rapport à l'euro.

Sur le 3^{ème} trimestre, la variation des écarts de conversion est un gain de 441 millions d'euros principalement suite à l'appréciation de la livre égyptienne, du dollar américain et du dinar algérien entre le 1^{er} juillet 2011 et le 30 septembre 2011 (taux de clôture).

Etat de la situation financière consolidée

	Au 30 septembre		Au 31 décembre
	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros)</i>			
ACTIF			
ACTIF NON COURANT	31 278	34 208	34 752
Goodwill	13 134	14 200	14 327
Immobilisations incorporelles	603	627	661
Immobilisations corporelles	15 745	17 523	17 912
Participations dans des entreprises associées	273	355	422
Autres actifs financiers	718	958	863
Instruments dérivés	63	69	78
Impôts différés	696	476	489
Autres débiteurs	46	-	-
ACTIF COURANT	10 208	7 762	7 742
Stocks et travaux en cours	1 586	1 806	1 647
Clients	2 229	2 392	1 774
Autres débiteurs	940	1 080	971
Instruments dérivés	47	134	56
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 958	2 350	3 294
Actifs en cours de cession	3 448	-	-
TOTAL ACTIF	41 486	41 970	42 494
PASSIF			
Capital	1 149	1 146	1 146
Primes	9 678	9 636	9 640
Actions propres	(17)	(26)	(26)
Réserves et résultat consolidés	6 215	5 784	5 816
Autres réserves	(796)	(635)	(555)
Ecart de conversion	(613)	(206)	123
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 616	15 699	16 144
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 126	1 950	2 080
CAPITAUX PROPRES	17 742	17 649	18 224
PASSIF NON COURANT	17 026	17 272	16 765
Impôts différés	869	966	871
Provision avantages au personnel	1 336	1 274	1 108
Provisions	591	589	633
Passifs financiers	14 116	14 366	14 096
Instruments dérivés	37	77	57
Autres créditeurs	77	-	-
PASSIF COURANT	6 718	7 049	7 505
Provision avantages au personnel	137	113	139
Provisions	71	143	146
Fournisseurs	1 854	2 019	1 996
Autres créditeurs	1 576	1 715	1 642
Impôts à payer	196	289	314
Passifs financiers	2 096	2 674	3 184
Instruments dérivés	81	96	84
Passifs liés aux actifs en cours de cession	707	-	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	41 486	41 970	42 494

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2011	2010*	2011	2010*	2010*
<i>(millions d'euros)</i>					
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	710	969	358	460	1 114
Résultat net des activités abandonnées	89	21	69	8	20
Résultat net des activités poursuivies	621	948	289	452	1 094
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>					
Amortissements des immobilisations	778	819	256	281	1 093
Pertes de valeur des actifs	48	94	23	14	154
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10	19	6	6	23
(Plus) et moins values de cession	(26)	(50)	(1)	(4)	(45)
(Produits) charges financiers	649	491	246	212	712
Impôts	271	272	167	126	305
Autres, nets (y compris dividendes reçus des entreprises associées)	(4)	(244)	-	(264)	(305)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(648)	(319)	(21)	(10)	361
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies avant impôts et frais financiers	1 699	2 030	965	813	3 392
Intérêts reçus/payés	(624)	(645)	(136)	(215)	(911)
Impôts sur les bénéfices payés	(352)	(277)	(95)	(82)	(383)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	723	1 108	734	516	2 098
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	(6)	43	16	28	74
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	717	1 151	750	544	2 172
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(772)	(951)	(286)	(304)	(1 272)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées*	(42)	4	(34)	18	(27)
Investissements dans les entreprises associées	(4)	(1)	1	-	(3)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(3)	(23)	(1)	1	(19)
Cessions d'actifs**	263	142	157	38	208
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs	(43)	(102)	(21)	(19)	(73)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(601)	(931)	(184)	(266)	(1 186)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(42)	(44)	(21)	(13)	(58)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(643)	(975)	(205)	(279)	(1 244)
FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	11	19	7	6	26
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	1	-	1	15
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(214)	-	(112)	-	-
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	101	141	105	141	139
Dividendes versés	(288)	(575)	(288)	(575)	(575)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(183)	(245)	(42)	(35)	(273)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	740	1 491	585	692	2 224
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(1 610)	(933)	(643)	(699)	(1 174)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	139	11	(134)	(109)	(323)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	(1 304)	(90)	(522)	(578)	59
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	40	(29)	26	(17)	(21)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 264)	(119)	(496)	(595)	38

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport annuel 2010 et le rapport financier intermédiaire au 30 septembre 2010

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

<i>(millions d'euros)</i>	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2011	2010*	2011	2010*	2010*
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(1 182)	87	28	(328)	971
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(8)	(30)	21	(2)	(5)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(66)	73	29	(93)	108
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 294	2 220	1 960	2 773	2 220
Reclassement de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	(80)		(80)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	1 958	2 350	1 958	2 350	3 294
* Dont trésorerie des entreprises acquises	3	35	1	35	35
** Dont trésorerie des entreprises cédées	8	2	-	-	23
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(648)	(319)	(21)	(10)	361
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(161)	(27)	(18)	(21)	109
(Augmentation) diminution des clients	(782)	(570)	(77)	(105)	71
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(112)	(53)	(99)	(97)	31
Augmentation (diminution) des fournisseurs	235	237	10	94	167
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	172	94	163	119	(17)

* Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 3.1.1 "Opérations de cession de la branche Plâtre" suite aux opérations de cession des activités Plâtre et ne correspondent donc pas aux états financiers publiés dans le rapport annuel 2010 et le rapport financier intermédiaire au 30 septembre 2010

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde au 1^{er} Janvier 2010	286 453 316	380 148	1 146	9 620	(27)	5 555	(370)	(947)	14 977	1 823	16 800
Résultat net						765			765	204	969
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(265)	741	476	75	551
<i>Résultat global de la période</i>						765	(265)	741	1 241	279	1 520
Dividendes						(575)			(575)	(257)	(832)
Augmentation de capital (exercices de stock-options)	463								-		-
Paiements fondés sur des actions				16					16		16
Actions propres		(16 470)			1	(8)			(7)		(7)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						47			47	92	139
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)										13	13
Solde au 30 septembre 2010	286 453 779	363 678	1 146	9 636	(26)	5 784	(635)	(206)	15 699	1 950	17 649
Solde au 1^{er} Janvier 2011	286 453 779	363 558	1 146	9 640	(26)	5 816	(555)	123	16 144	2 080	18 224
Résultat net						596			596	114	710
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(241)	(736)	(977)	(72)	(1 049)
<i>Résultat global de la période</i>						596	(241)	(736)	(381)	42	(339)
Dividendes						(288)			(288)	(180)	(468)
Augmentation de capital	793 739		3	24					27	25	52
Paiements fondés sur des actions				14					14		14
Actions propres		(130 110)			9	(9)			-		-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						108			108	157	265
Autres mouvements - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)						(8)			(8)	2	(6)
Solde au 30 septembre 2011	287 247 518	233 448	1 149	9 678	(17)	6 215	(796)	(613)	15 616	2 126	17 742

Les notes suivantes font partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires condensés.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe organise ses activités en trois branches : Ciment, Granulats & Béton et Plâtre. La branche Plâtre est actuellement en cours de cession par le Groupe, les conséquences sur les états financiers sont présentées en Note 3.1 « Activités cédées ou en cours de cession ».

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC-40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du SBF 250.

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 3 novembre 2011.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 – Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 septembre 2011 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 septembre 2011 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2010, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 - Nouvelles normes et interprétations IFRS -.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique des plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin septembre afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, dans le cadre du contexte actuel de crise économique touchant certains de ses marchés, le Groupe a procédé à une revue au 30 septembre 2011 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de

Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT. Cette revue a notamment été conduite sur les UGT situées en Grèce et a permis de confirmer l'absence de perte de valeur au 30 septembre 2011, sur la base du taux d'actualisation retenu au 31 décembre 2010 qui était supérieur à 10% et qui intégrait une prime de risque pays anticipant les effets de la crise. Le test annuel de perte de valeur sera réalisé au cours de dernier trimestre de l'année.

2.2 – Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2011

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2010 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2011, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2010 (page F22) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 septembre 2011.

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2011.

2.3 – Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Nous enregistrons généralement une baisse de notre chiffre d'affaires au premier trimestre, pendant la saison hivernale sur nos principaux marchés d'Europe et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

Note 3. Faits marquants de la période

3.1 Activités cédées ou en cours de cession

3.1.1 Opérations de cession de la branche Plâtre

Le Groupe a engagé, après approbation début juillet 2011 par la Direction du Groupe et le Conseil d'administration, un projet de cession de sa branche Plâtre pour ses activités d'Europe occidentale, Europe centrale et de l'est, Amérique du Nord, Amérique Latine et Asie, qui correspondent à un secteur d'activité distinct. De ce fait, ces activités sont présentées comme une « activité abandonnée » au sens d'IFRS 5 (voir Note 2.26 de l'annexe des comptes consolidés du Document de Référence 2010 – page F22) dans les états financiers au 30 septembre 2011.

Au 30 septembre 2011, les opérations suivantes ont été annoncées :

- Le 14 juillet 2011, le Groupe a annoncé le projet de cession au groupe Etex de ses activités Plâtre en Europe et en Amérique du Sud. Le montant perçu par Lafarge pour ce désinvestissement s'élèvera à environ 850 millions d'euros. Le Groupe conservera une participation de 20% dans le capital de la nouvelle entité qui combinera les actifs Plâtre des deux groupes en Europe et en Amérique du Sud. La réalisation définitive de cette opération devrait intervenir avant la fin de l'année.
- Le 5 août 2011, le Groupe a cédé la totalité de ses actifs Plâtre en Australie pour un montant net de la trésorerie cédée de 124 millions d'euros.
- Le 17 août 2011, le Groupe a annoncé la cession à Boral de sa participation dans LBGA (Lafarge Boral Gypsum Asia), leur joint-venture commune consacrée à l'activité Plâtre en Asie, pour 429 million d'euros. La réalisation définitive de cette opération devrait intervenir avant la fin de l'année.

Au 30 septembre 2011, les participations dont la cession n'est pas effective continuent d'être consolidées, et sont présentées sur deux lignes distinctes dans l'état de la situation financière consolidée (Actifs en cours de cession et Passifs liés aux actifs en cours de cession, sans retraitement des chiffres comparatifs), sur une ligne unique dans le compte de résultat consolidé « Résultat net des activités abandonnées » et sur une ligne distincte dans le tableau de flux de trésorerie consolidé pour chaque nature de flux.

Les tableaux ci-après présentent le résultat net et les actifs et passifs de l'activité abandonnée :

RESULTATS DES ACTIVITES ABANDONNEES (millions d'euros sauf indication contraire)	9 mois		3ème trimestre		31 décembre
	2011	2010	2011	2010	2010
Produits des activités ordinaires	1 051	1 008	338	337	1 335
Coût des biens vendus	(867)	(821)	(283)	(279)	(1 094)
Frais administratifs et commerciaux	(122)	(147)	(28)	(47)	(193)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres	62	40	27	11	48
Autres produits (charges) d'exploitation (dont plus et (moins) values de cession)	48	(4)	50	(3)	(13)
Résultat d'exploitation	110	36	77	8	35
Résultat financier	(8)	(8)	(1)	(4)	(11)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	3	5	-	5	7
Résultat avant impôts	105	33	76	9	31
Impôts	(16)	(12)	(7)	(1)	(11)
Résultat net des activités abandonnées	89	21	69	8	20
Résultats net par action des activités abandonnées (euros)					
- résultat par action de base	0,30	0,07	0,24	0,02	0,06
- résultat par action dilué	0,30	0,07	0,24	0,02	0,06
Nombre moyen d'actions en milliers	286 345	286 086	286 766	286 086	286 087

Les actifs amortissables ne sont plus amortis à compter du 1^{er} juillet 2011 (incidence de 19 millions d'euros au 30 septembre 2011).

<i>(millions d'euros)</i>	Au 30 Septembre 2011
Goodwill	215
Immobilisations incorporelles	16
Immobilisations corporelles	913
Autres actifs financiers	147
Stocks et travaux en cours	140
Trésorerie et équivalents de trésorerie	80
Autres actifs courants	197
Actifs en cours de cession - Activités de la branche Plâtre	1 708
Actifs en cours de cession - Lafarge UK Cf. Note 3.1.2	1 740
Actifs en cours de cession	3 448
Fournisseurs	155
Provisions	83
Autres passifs	147
Passifs liés aux actifs en cours de cession - Activités de la branche Plâtre	385
Passifs liés aux actifs en cours de cession - Lafarge UK Cf. Note 3.1.2	322
Passifs liés aux actifs en cours de cession	707

3.1.2 Accord entre Lafarge et Anglo American

Le 18 février 2011, le Groupe et Anglo American plc ont annoncé leur accord destiné à regrouper l'ensemble de leurs activités cimenteries, granulats, béton prêt à l'emploi et enrobés bitumineux au Royaume-Uni, comprenant Lafarge Cement UK, Lafarge Aggregates and Concrete UK ("Lafarge UK") et Tarmac Quarry Materials ("Tarmac UK"). Cette transaction, qui donnera naissance à une co-entreprise détenue à 50-50, est soumise à l'approbation des autorités de la concurrence.

Conformément aux dispositions d'IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées, les actifs et passifs de Lafarge UK qui seront apportés à cette co-entreprise ont été regroupés à compter du 18 février 2011 dans l'état de la situation financière consolidée respectivement sur les lignes " Actifs en cours de cession " et " Passifs liés aux actifs en cours de cession " sans retraitement des chiffres comparatifs. Les actifs amortissables ne sont par ailleurs plus amortis à compter de cette même date (incidence de 36 millions d'euros au 30 septembre 2011).

Au 30 septembre 2011, les actifs en cours de cession de Lafarge UK, d'un montant de 1 740 millions d'euros, sont essentiellement composés du goodwill et des immobilisations corporelles. Les passifs liés aux actifs en cours de cession de Lafarge UK, d'un montant de 322 millions d'euros, sont notamment composés de dettes fournisseurs.

Les activités de Lafarge UK qui seront apportées à la co-entreprise ne sont pas des activités abandonnées au sens d'IFRS 5 (voir Note 2.26 de l'annexe des comptes consolidés du Document de Référence 2010 – page F22), et en conséquence, les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités ne sont pas isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées.

3.2 Acquisition de participations complémentaires

Ces acquisitions sont sans incidence sur l'évolution de l'endettement financier net du Groupe sur la période, dans la mesure où, les actionnaires minoritaires détenaient une option de vente de leur participation et conformément aux principes comptables relatifs au traitement des options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement, le Groupe avait comptabilisé au 31 décembre 2010 une dette à hauteur du prix d'exercice de ces options.

3.2.1 Lafarge India PVT Limited

Le Groupe a acquis, suite à l'exercice par l'actionnaire minoritaire de son option de vente de sa participation, 5,62% du capital de Lafarge India PVT Limited pour un montant de 51 millions d'euros, reflété dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne " Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales ".

3.2.2 Activité Ciment en Serbie

Le Groupe détient désormais 100% des activités Ciment en Serbie. Cette acquisition a été réalisée pour un montant de 111 millions d'euros, reflété dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne "Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales".

3.3 Cession des activités Granulats & Béton au Portugal

Le Groupe a cédé la totalité des actifs Granulats & Béton qu'il détenait au Portugal (29 centrales à béton et 4 carrières de granulats) au groupe de construction portugais Secil. L'approbation des autorités portugaises de la concurrence a été obtenue en juin 2011. L'incidence nette de cette cession est de 62 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne "Cessions d'actifs", et de 19 millions d'euros au titre de la plus-value de cession dans le compte de résultat sur la ligne "Plus ou (moins) value de cession".

3.4 Augmentation de capital réservée aux salariés

Le Groupe a lancé en mai 2011 une opération d'augmentation de capital réservée aux salariés dont le règlement-livraison est intervenue le 29 juillet 2011. Les salariés ont la possibilité de régler immédiatement leurs actions, ou de les payer sur 12 mois ou 24 mois. L'impact net de l'émission sur les capitaux propres s'est élevé à 27 millions d'euros.

Note 4. Information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique

Conformément à IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels (la branche Ciment et la branche Granulats & Béton) dénommés secteurs d'activité poursuivies et d'un secteur d'activité non poursuivie (la branche Plâtre à l'exception des activités en Moyen Orient et Afrique), gérés séparément, ayant chacun leurs propres besoins en capitaux et leur propre stratégie marketing. Chaque secteur exploite, fabrique et vend des produits spécifiques.

Secteurs d'activités poursuivies

- La branche Ciment produit et vend une large gamme de ciments et de liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- La branche Granulats & Béton produit et vend des granulats, du béton prêt à l'emploi, des produits dérivés du béton, et, pour l'activité de revêtement routier, d'autres produits et services.

Secteur d'activité non poursuivie

- La branche Plâtre produit et vend principalement des doublages et habillages muraux pour les secteurs de la construction à usage commercial et d'habitation.

Le Groupe comprend également des activités résiduelles et des holdings (notamment les activités Moyen Orient et Afrique de la branche Plâtre) regroupées dans le secteur "Autres".

La direction évalue la performance des secteurs sur la base :

- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructurations et autres, et de la quote-part dans le résultat des entreprises associées ; et
- des capitaux investis (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement).

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différents secteurs sont identiques à ceux présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2010.

Les ventes et transferts entre les secteurs sont réalisés au prix du marché.

Pour l'information par zone géographique, les ventes sont présentées par région ou pays de destination des produits.

L'information sectorielle, par secteur d'activité et zone géographique, présentée ci-après reflète les éléments mentionnés en note 3.1 "Activités cédées ou en cours de cession".

(a) Information par secteur

30 septembre 2011 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Autres	Total
Compte de résultat				
Produits des activités ordinaires	7 960	3 929	64	11 953
Moins : inter-branche	(474)	(8)	-	(482)
Produits des activités ordinaires	7 486	3 921	64	11 471
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 507	165	(31)	1 641
Plus et (moins) values de cession	4	24	(2)	26
Autres produits (charges) d'exploitation	(64)	(23)	(29)	(116)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(35)</i>	<i>(13)</i>	<i>-</i>	<i>(48)</i>
Résultat d'exploitation	1 447	166	(62)	1 551
Charges financières				(809)
Produits financiers				160
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(10)	1	(1)	(10)
Impôts				(271)
Résultat net des activités poursuivies				621
Résultat net des activités abandonnées				89
Résultat net				710
Autres informations				
Dotation aux amortissements des immobilisations	(574)	(170)	(34)	(778)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(63)	6	34	(23)
Investissements industriels	604	110	58	772
Capitaux investis	25 620	4 916	317	30 853
Etat de la situation financière				
Actifs sectoriels	29 832	6 107	1 293	37 232
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>219</i>	<i>33</i>	<i>21</i>	<i>273</i>
Actifs en cours de cession - Lafarge UK	1 175	466	99	1 740
Actifs en cours de cession - Activités de la branche Plâtre				1 708
Actifs non alloués ^(a)				806
Total actif				41 486
Passifs sectoriels	2 663	1 064	2 111	5 838
Passifs liés aux actifs en cours de cession - Lafarge UK	126	157	39	322
Passifs liés aux actifs en cours de cession - Activités de la branche Plâtre				385
Passifs non alloués ^(b)				34 941
Total passif				41 486

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 septembre 2010 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Autres*	Total
Compte de résultat				
Produits des activités ordinaires	7 766	3 833	70	11 669
Moins : inter-branche	(463)	(4)		(467)
Produits des activités ordinaires	7 303	3 829	70	11 202
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	1 727	163	(19)	1 871
Plus et (moins) valeurs de cession	53	(3)		50
Autres produits (charges) d'exploitation	(135)	(16)	(40)	(191)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(71)</i>	<i>(7)</i>	<i>(16)</i>	<i>(94)</i>
Résultat d'exploitation	1 645	144	(59)	1 730
Charges financières				(787)
Produits financiers				296
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(21)	3	(1)	(19)
Impôts				(272)
Résultat net des activités poursuivies				948
Résultat net des activités abandonnées				21
Résultat net				969
Autres informations				
Dotation aux amortissements des immobilisations	(583)	(196)	(40)	(819)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(90)	12	240	162
Investissements industriels	811	115	25	951
Capitaux investis	26 675	5 408	1 877	33 960
Etat de la situation financière				
Actifs sectoriels	30 904	6 722	3 665	41 291
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>182</i>	<i>32</i>	<i>141</i>	<i>355</i>
Actifs non alloués ^(a)				679
Total actif				41 970
Passifs sectoriels	2 736	1 191	2 216	6 143
Passifs non alloués ^(b)				35 827
Total passif				41 970

* Dont 1 514 M€ de capitaux investis, 1 910 M€ d'actifs sectoriels (notamment 135 M€ de participations dans des entreprises associées) et 3,74 M€ de passifs sectoriels relatifs à la Branche Plâtre

(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

31 décembre 2010 (millions d'euros)	Ciment	Granulats & Béton	Autres*	Total
Compte de résultat				
Produits des activités ordinaires	10 280	5 093	90	15 463
Moins : inter-branche	(624)	(5)		(629)
Produits des activités ordinaires	9 656	5 088	90	14 834
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	2 230	216	(53)	2 393
Plus et (moins) values de cession	50	(5)		45
Autres produits (charges) d'exploitation	(249)	(28)	(27)	(304)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(126)</i>	<i>(11)</i>	<i>(17)</i>	<i>(154)</i>
Résultat d'exploitation	2 031	183	(80)	2 134
Charges financières				(1 055)
Produits financiers				343
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	(26)	5	(2)	(23)
Impôts				(305)
Résultat net des activités poursuivies				1 094
Résultat net des activités abandonnées				20
Résultat net				1 114
Autres informations				
Dotation aux amortissements des immobilisations	(775)	(266)	(52)	(1 093)
Autres produits (charges) sectoriels du résultat d'exploitation sans contrepartie de trésorerie	(100)	22	249	171
Investissements industriels	1 060	168	44	1 272
Capitaux investis	26 780	5 200	1 782	33 762
Etat de la situation financière				
Actifs sectoriels	31 330	6 384	4 157	41 871
<i>Dont participation dans des entreprises associées</i>	<i>236</i>	<i>34</i>	<i>152</i>	<i>422</i>
Actifs non alloués ^(a)				623
Total actif				42 494
Passifs sectoriels	2 797	1 107	2 075	5 979
Passifs non alloués ^(a)				36 515
Total passif				42 494

* Dont 1 511 M) de capitaux investis, 1 300 M) d'actifs sectoriels (notamment 134 M) de participations dans des entreprises associées) et 313 M) de passifs sectoriels relatifs à la Branche Plâtre

^(a) Impôts différés actifs et instruments dérivés

^(a) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres.

(b) Information par zone géographique

Pour les besoins de la présentation de l'information par secteur géographique, les produits sectoriels (produits des activités ordinaires) sont déterminés sur la base de la localisation géographique des clients. Les actifs non-courants sont affectés aux secteurs selon leur implantation géographique.

Les actifs non-courants regroupent les goodwill, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles et les participations dans des entreprises associées.

	30 septembre 2011		Au 30 septembre 2010		31 décembre 2010	
	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants*	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants	Produits des activités ordinaires	Actifs non-courants
<i>(millions d'euros)</i>						
Europe occidentale	2 723	4 632	2 786	6 882	3 606	6 855
dont :						
France	1 441	2 233	1 382	2 329	1 800	2 345
Royaume-Uni	653	2	621	1 556	787	1 550
Espagne	188	881	217	1 015	284	1 012
Amérique du Nord	2 309	5 482	2 361	5 986	3 153	6 127
dont :						
Etats-Unis	1 059	4 380	1 184	4 838	1 553	4 917
Canada	1 250	1 102	1 177	1 148	1 600	1 210
Moyen Orient et Afrique	2 909	12 230	2 957	12 393	3 883	12 621
dont :						
Egypte	365	2 621	562	2 785	714	2 804
Algérie	394	3 153	338	3 120	444	3 071
Europe centrale et de l'est	910	2 289	719	1 961	942	2 015
Amérique latine	771	1 313	588	1 450	838	1 527
dont :						
Brésil	496	951	343	1 010	504	1 072
Asie	1 849	3 809	1 791	4 033	2 412	4 177
Total	11 471	29 755	11 202	32 705	14 834	33 322

* la diminution des actifs non-courants provient du reclassement sur la ligne "Actifs en cours de cession" des éléments mentionnés dans la Note 3.1 "Activités cédées ou en cours de cession"

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 septembre 2011 et 2010, et pour le 31 décembre 2010 est présenté ci-dessous :

	9 mois		31 décembre
	2011	2010	2010
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	596	765	827
Dont résultat net des activités poursuivies	509	746	810
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	286 345	286 086	286 087
Nombre total d'actions potentielles dilutives	859	260	249
Nombre moyen d'actions - dilué	287 204	286 346	286 336
Résultat par action (euros)	2,08	2,67	2,89
Résultat dilué par action (euros)	2,08	2,67	2,89
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	1,78	2,60	2,83
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	1,78	2,60	2,83

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 septembre		31 décembre
	2011	2010	2010
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	14 035	14 296	14 033
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	81	70	63
Passifs financiers, part à plus d'un an	14 116	14 366	14 096
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 055	2 450	2 980
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	41	224	204
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 096	2 674	3 184
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	16 090	16 746	17 013
Total options de vente octroyées aux minoritaires	122	294	267
Total passifs financiers	16 212	17 040	17 280

Analyse des passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires par maturité :

<i>(millions d'euros)</i>	30 septembre		31 décembre
	2011	2010	2010
A plus de cinq ans	5 573	5 752	6 726
A plus d'un an et moins de cinq ans	8 462	8 544	7 307
Part à plus d'un an	14 035	14 296	14 033
A plus de six mois et moins d'un an	473	482	1 102
A moins de six mois	1 582	1 968	1 878
Total	16 090	16 746	17 013

Au 30 septembre 2011, 50 millions d'euros de passifs financiers à moins d'un an ont été classés en passifs financiers à plus d'un an par adossement à des lignes de crédit confirmées, le Groupe ayant la capacité de les refinancer à moyen et long terme. Par ailleurs, le tirage de 1 000 millions d'euros effectué sur la ligne de crédit syndiquée de 1 654 millions d'euros dont la maturité finale est juillet 2013 est également classé en passif financier à plus d'un an.

Les passifs financiers à moins d'un an, que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant ses lignes de crédit confirmées à moyen et long terme, sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers". La variation nette de ces passifs est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" si elle est positive et en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" si elle est négative. La variation nette de ces passifs est une diminution de 326 millions d'euros au 30 septembre 2011 (une augmentation de 366 millions d'euros au 30 septembre 2010 et une diminution de 212 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Taux d'intérêt moyen instantané

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 septembre 2011 à 5,7% (5,3 % au 30 septembre 2010 et 5,5 % au 31 décembre 2010).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement net après swaps s'établit à 6,1% pour les neuf premiers mois 2011 contre 5,8% pour les neuf premiers mois 2010 et 5,8% pour l'année 2010.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2010.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises, nord américaines, britanniques et espagnoles ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Au 30 septembre 2011, le poste "Clients" comprend ainsi un encours de créances cédées pour un montant de 639 millions d'euros (714 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 680 millions d'euros au 31 décembre 2010).

La part à moins d'un an des passifs financiers comprend 498 millions d'euros au titre de ces programmes au 30 septembre 2011 (368 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 533 millions d'euros au 31 décembre 2010) et la part à plus d'un an (209 millions d'euros au 30 septembre 2010, correspondant au contrat de titrisation de notre filiale nord américaine) a été entièrement reclassée en part à moins d'un an des passifs financiers au 31 décembre 2010.

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 141 millions d'euros au 30 septembre 2011 (137 millions d'euros au 30 septembre 2010 et 147 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Options de vente octroyées aux minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires tiers des options de vente de leur participation à un prix déterminé en fonction de la valeur de marché. Ces actionnaires sont soit des institutions internationales telles que la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, soit des investisseurs privés financiers ou industriels, voire les anciens actionnaires des entités considérées. Dans l'hypothèse où l'ensemble de ces options serait exercé, la valeur d'achat, y compris passifs financiers et trésorerie acquis, s'élèverait à 138 millions d'euros en valeur 30 septembre 2011 (283 millions d'euros au 31 décembre 2010).

Une partie de ces options est exerçable jusqu'au 30 septembre 2012 pour un montant, en valeur 30 septembre 2011, de 57 millions d'euros. Le solde, soit 81 millions d'euros, est exerçable pour partie à compter de 2014 et pour partie à compter de 2015.

Les options de vente octroyées aux minoritaires de sociétés consolidées globalement sont considérées comme une dette du Groupe. Sur le total des options de vente octroyées par le Groupe, celles octroyées à des actionnaires tiers dans des sociétés contrôlées exclusivement représentent respectivement 122 millions d'euros et 267 millions d'euros au 30 septembre 2011 et au 31 décembre 2010, les autres options étant octroyées à des actionnaires de coentreprises. La diminution de la dette liée aux options de vente octroyées aux minoritaires est liée aux acquisitions de participations complémentaires évoquées en note 3.2.

Le traitement retenu a pour effet de constater cette dette en contrepartie d'une réduction des intérêts minoritaires et de la constatation, dans la mesure où ces options ont été octroyées avant le 1^{er} janvier 2010, d'un goodwill pour tout écart entre la valeur des minoritaires et la valeur de la dette (respectivement 42 millions d'euros et 128 millions d'euros au 30 septembre 2011 et 31 décembre 2010).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté par le Groupe en 2011 au titre de l'exercice 2010 (payé en juillet 2011) ainsi que celui voté en 2010 au titre de l'exercice 2009 (payé en juillet 2010).

<i>(en euros, sauf indication contraire)</i>	2010	2009
Dividende total (en millions d'euros)	288	575
Dividende par action	1,00	2,00
Dividende majoré par action	1,10	2,20

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 Décembre 2010	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 septembre 2011
Actifs financiers disponibles à la vente	22	-	-	22
<i>Valeur brute</i>	31	-	-	31
<i>Impôt différé</i>	(9)	-	-	(9)
Couverture des flux de trésorerie	(34)	(1)	-	(35)
<i>Valeur brute</i>	(43)	(2)	-	(45)
<i>Impôt différé</i>	9	1	-	10
Gains et pertes actuariels	(543)	(240)	-	(783)
<i>Valeur brute</i>	(725)	(330)	-	(1 055)
<i>Impôt différé</i>	182	90	-	272
Total Autres réserves	(555)	(241)	-	(796)
Total Ecarts de conversion	123	(726)	(10)	(613)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(432)	(967)	(10)	(1 409)

(c) Variations de parts d'intérêts sans prise / perte de contrôle des filiales

Au 30 septembre 2011, les variations de parts d'intérêts sans prise/perde de contrôle des filiales ont une incidence de 265 millions d'euros sur les capitaux propres et reflètent notamment le prix d'acquisition ou de cession de parts d'intérêts.

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être raisonnablement estimé. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Allemagne – Ciment : A la suite d'enquêtes sur le marché allemand du ciment, les autorités allemandes de la concurrence (le Bundeskartellamt) ont imposé, le 14 avril 2003, des amendes aux principaux cimentiers en Allemagne, dont l'une d'un montant de 86 millions d'euros à Lafarge Zement, la filiale cimentière du Groupe en Allemagne, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Estimant que le montant de l'amende était disproportionné au regard des faits, Lafarge Zement avait formé un recours contre cette décision auprès du tribunal supérieur (le Oberlandesgericht) de Düsseldorf. Par ailleurs, le 15 août 2007, Lafarge Zement s'était partiellement désisté de son appel pour certains griefs qui lui avaient été notifiés par le Bundeskartellamt. En conséquence, Lafarge Zement avait payé un montant de 16 millions d'euros le 2 novembre 2007 et réduit la provision d'un montant équivalent.

La décision du tribunal concernant les griefs pour lesquels Lafarge Zement a maintenu son appel a finalement été rendue le 26 juin 2009, exonérant partiellement Lafarge Zement et réduisant très significativement l'amende restant due à 24 millions d'euros. Lafarge Zement a formé un pourvoi devant la cour suprême évoquant des moyens de droit. La décision de la Cour suprême devrait intervenir en 2012.

La recevabilité au fond d'actions de groupe introduites par des tiers en vue d'obtenir des dommages-intérêts peut dépendre de l'issue des procédures ci-dessus. Cette action initiée par ces tiers n'a pas connu d'évolutions suite à la décision de la Cour d'Appel de Düsseldorf.

La provision globale au titre de ce cas s'élève à 24 millions d'euros au 30 septembre 2011.

Concurrence : Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné trois enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée.

- En Novembre 2008, la Commission Européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui feront l'objet de l'enquête approfondie consistent en des restrictions des flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'EEE, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur le marchés du ciment et les marchés connexes. Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept (7): la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. L'enquête de la Commission est en cours et Lafarge répond à ses demandes. La date de sa clôture n'est pas connue et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.
- En Afrique du Sud, une enquête a été ouverte par les autorités de la concurrence à l'encontre de l'industrie cimentière en 2009. En l'absence d'avancée procédurale récente, le niveau de risque ne peut être apprécié à ce stade. Une nouvelle évaluation du cas sera effectuée dans l'hypothèse où les autorités de la concurrence décideraient de porter l'affaire devant les tribunaux.
- En Inde, le 15 Juin 2011, notre filiale Lafarge India PVT Ltd a été notifiée par la « Competition Commission of India » (CCI) d'un rapport d'enquête faisant état de violations des lois sur la concurrence indienne depuis 2005 par les acteurs nationaux et régionaux du marché du ciment, dont notre filiale. Cette dernière, qui est l'acteur le moins significatif en termes de parts de marché parmi les sociétés mises en cause, conteste vigoureusement ces allégations. A cette date notre filiale n'a pas reçu de communication officielle sur le statut de cette enquête. Aucune conclusion sur les résultats de cette procédure ne peut être tirée à ce stade.

États-Unis – Ouragan Katrina : fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées à la Nouvelle Orléans et dans ses environs, en Louisiane. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par Lafarge North America Inc. qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Cette affaire a été transférée au Tribunal où sont traitées des actions impliquant également le Gouvernement des États-Unis. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010, les audiences s'étant achevées en Octobre. Dans une décision en date du 20 Janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de notre filiale Lafarge North America Inc. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Le 16 Septembre 2011, une nouvelle action a été initiée contre Lafarge North America Inc devant la « State Court » de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la « Federal Court » et a déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire (« Motion for Summary Judgment ») à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs. L'audience et la décision devrait intervenir d'ici la fin de l'année.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à ces actions. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement et que ces actions n'auront pas d'effet significatif défavorable sur sa situation financière.

Inde / Bangladesh : Le Groupe détient, conjointement avec Cementos Molins, 59 % de la société Lafarge Surma Cement qui opère une cimenterie au Bangladesh. Cette cimenterie est approvisionnée par du calcaire extrait d'une carrière appartenant à sa filiale indienne et située dans la région du Meghalaya en Inde. Lors d'une audience le 5 février 2010, la Cour suprême indienne a décidé de suspendre les opérations d'extraction de la carrière au motif que la zone dans laquelle elle se situe est aujourd'hui considérée comme zone forestière, ceci rendant nécessaire l'obtention d'un nouveau permis d'extraction. Par décision favorable en date du 6 Juillet 2011, la Cour suprême a déclaré ne voir aucune raison d'interférer dans les décisions prises antérieurement par le ministère de l'Environnement et des Forêts portant sur l'octroi des autorisations à notre filiale au cours du projet (y compris l'autorisation portant sur le site en date de Juin 1999, celle portant sur l'étude d'impact environnementale en date d'août 2001 et révisée en avril 2010 et « l'autorisation forêt » de premier niveau en date d'avril 2010). En conséquence, la Cour a décidé d'annuler sa décision du 5 Février 2010 qui suspendait les activités minières de notre filiale et de valider la requête déposée par notre filiale à l'effet d'obtenir une nouvelle autorisation du ministère de l'Environnement et des Forêts. Suite à cette décision, et en attendant l'octroi d'une « autorisation forêt » de deuxième niveau pour laquelle la procédure auprès du Ministère de l'Environnement et des Forêts continue, par lettre en date du 5 août, le gouvernement de l'État du Meghalaya a autorisé notre filiale indienne à redémarrer immédiatement ses activités minières dans la zone déjà déboisées de la carrière. Par conséquent, Lafarge Surma Cement a redémarré normalement les opérations de son usine de ciment, grâce à l'approvisionnement de calcaire extrait de cette zone de la carrière de sa filiale indienne.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2010.

Note 10. Événements postérieurs à la clôture

Accord entre Lafarge et Cementos Argos

Le 3 octobre 2011, le Groupe a finalisé la cession de ses activités Ciment et Béton au sud-est des Etats-Unis au conglomérat colombien Cementos Argos pour un montant net de 760 millions de dollars américains. Les activités cimentières cédées comprennent la cimenterie de Harleyville en Caroline du Sud et la cimenterie de Roberta en Alabama, une station de broyage de ciment à Atlanta en Géorgie, les terminaux de distribution associés et les unités de béton prêt-à-l'emploi.

Rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés

Monsieur le Président-Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lafarge SA et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 septembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 4 novembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG AUDIT

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Christian Mouillon

Nicolas Macé